



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Jeudi 11 avril 2024

Frontière orientale	2
Le Premier ministre Orpo a présenté aux partis représentés au Parlement l'état d'avancement du projet de loi sur les frontières	2
Réaction des partis d'opposition	2
Politique étrangère et européenne	3
Visite du président Stubb à Bruxelles : la défense nationale et la coopération internationale vont de pair.....	3
Selon Stubb, la Finlande part de l'idée que la Russie aura toujours un dirigeant autoritaire jusqu'en 2030.....	4
Selon Stubb, l'Ukraine ne sera pas invitée dès l'été prochain à rejoindre l'OTAN	4
Selon le Président Stubb, aucune décision n'a été prise concernant l'emplacement du sous-état-major de l'OTAN à Mikkeli - L'objectif de la Finlande reste de disposer d'un sous-état-major des forces terrestres de l'OTAN et que les pays nordiques soient sous le commandement de Norfolk	5
Selon le Commandant des forces armées Janne Jaakkola, la Finlande envisage la présence permanente de forces de l'OTAN sur son territoire.....	5
Réunion des ministres des affaires étrangères nordiques et baltes	6
Les pays nordiques et baltes créent un groupe d'experts pour aider l'Ukraine à devenir membre de l'UE.....	6
Politique européenne.....	8
Le débat sur un nouveau fonds commun européen s'intensifie	8
Billet.....	9
Le débat sur la dette commune s'intensifie, le gouvernement va-t-il changer de position comme EK ?.....	9
Education	10
La ministre de l'Éducation Henriksson participe à l'événement Global Gateway de la Commission européenne sur l'éducation à Bruxelles : la Finlande veut être un partenaire solide dans les questions internationales sur l'éducation	10
Parlement	10
Gouvernement.....	11
Economie	11
A qui vont les aides publiques aux entreprises distribuées chaque année?	11
Une nouvelle usine de Metsä Group envisagée à Rauma.....	12
Défense	12
L'armée de terre a présenté son nouveau radar israélien de reconnaissance des projectiles d'artillerie et ses obusiers coréens	12
Selon Bild, l'Allemagne achèterait bien des centaines de véhicules blindés de Patria	13
Retour des combattants finlandais en Ukraine	13

Frontière orientale

Le Premier ministre Orpo a présenté aux partis représentés au Parlement l'état d'avancement du projet de loi sur les frontières

Hier après-midi, le Premier ministre Petteri Orpo a informé les présidents des partis représentés au parlement de la situation dans la préparation du projet de loi sur les frontières. Selon Orpo, l'objectif du gouvernement est de présenter le projet de loi au Parlement dans les plus brefs délais. Le projet a reçu des critiques lorsqu'il a été soumis à des commentaires et avis. Selon le chancelier de la justice Tuomas Pöysti, plusieurs modifications doivent être apportées au projet avant qu'il puisse être soumis au Parlement.

L'objectif de la réunion de mercredi était d'examiner la manière de procéder avec la législation sur la base des commentaires reçus. Le gouvernement travaille actuellement sur le projet sur la base de ces commentaires. « Quand on regarde la position du chancelier de la justice, du médiateur du parlement ou du ministère de la Justice, ils ne disent pas que le projet ne peut pas être fait. Ils ont attiré l'attention sur des détails, qui sont significatifs, et c'est exactement ce qui est fait actuellement », dit Orpo.

Selon Helsingin Sanomat, la modification la plus importante du projet de loi concernerait le statut juridique des gardes-frontières, qui a suscité des réactions critiques. Les responsables des gardes-frontières estiment que les gardes-frontières seraient amenés à agir en violation de leurs fonctions officielles. L'objectif est de modifier la loi pour que la responsabilité soit assumée « plus haut dans la hiérarchie ».

Selon Orpo, il existe encore du côté russe un grand nombre de ressortissants de pays tiers qui souhaitent venir en Finlande. La Russie est également capable de mobiliser rapidement des personnes vers la frontière, a déclaré Orpo. Selon Orpo, la loi veut envoyer un signal fort indiquant que la Finlande prend soin de ses propres frontières.

Le soutien des partis d'opposition est également important, car il s'agit d'une loi d'exceptionnelle qui contrevient à la constitution. L'adoption nécessite une majorité des cinq sixièmes du parlement.

Selon Orpo, certains partis étaient favorables au projet de loi, mais "certains avaient davantage de points d'interrogation".

Le parti populaire suédois RKP, qui a le plus de difficulté avec le projet parmi les partis au pouvoir, attend les détails du texte définitif avant de prendre position. Le président du groupe parlementaire RKP, Otto Andersson, a toutefois déclaré que le groupe n'exigera pas de discipline de vote pour les députés. « Le projet de loi est contraire à la Constitution. Dans cette situation, je ne vois pas que je puisse exiger une discipline de vote de la part de notre groupe », dit Andersson.

HS

Réaction des partis d'opposition

Les partis d'opposition n'ont pas voulu prendre position sur le projet à ce stade.

Le président du plus grand parti d'opposition, le PSD, Antti Lindtman, a déclaré que, lors de la réunion avec le Premier ministre, rien de nouveau n'a été révélé, sur la base de quoi le parti pourrait prendre position sur le projet de loi.

« Cette préparation semble encore très ouverte et aucune position définitive ne peut donc être prise à ce stade. Il est clair que la série d'avis publiés indique que des changements sont à venir, mais il faudra voir plus tard quels types de changements seront effectués ». Selon Lindtman, le SDP ne prendra une position définitive que lorsque le projet aura été soumis au Parlement et discuté au sein de la commission des lois constitutionnelles.

Yle souligne, pour obtenir une majorité des cinq sixième, un vote positif d'une partie des députés du PSD est indispensables car, à eux seuls (43 députés) ils constituent une minorité de blocage, contrairement aux autres partis d'opposition (11 pour l'Alliance des Gauches, 13 pour les Verts et 23 pour le Centre).

Selon Antti Kurvinen, président du groupe parlementaire du centre, le centre soutient le projet sur le principe, mais le parti, comme d'autres, attend les détails.

« L'objectif est bon et nous le soutenons si le projet est tel qu'il peut être adopté dans le cadre de notre Etat de droit », dit Kurvinen.

Selon Atte Harjanne, président du groupe parlementaire des Verts, les résultats du cycle d'avis ont confirmé les préoccupations des Verts concernant les problèmes juridiques et la question de savoir si la loi est un moyen efficace de répondre à l'immigration instrumentalisée, que la Russie tente d'utiliser. « Est-ce que ce projet est une manière efficace de répondre à une immigration instrumentalisée ? Je considère toujours que c'est une question très pertinente ».

Selon Harjanne, il serait utile de réfléchir à des alternatives juridiquement durables et efficaces. Selon lui, il est difficile d'imaginer que les Verts puissent soutenir un texte contraire à la Constitution. "Je crains qu'une telle solution du type pushback n'entraîne le risque d'une situation incontrôlable. »

Selon Li Andersson, présidente de l'Alliance des gauches, il n'y a rien eu de nouveau mercredi qui aurait donné lieu à une réévaluation de la position critique que l'Alliance des gauches avait adoptée précédemment à l'égard du projet de loi. « On cherche par ce projet à refouler les personnes à la frontière sans obligation d'accepter les demandes d'asile. Cela n'est pas conforme aux obligations de la Finlande en matière de droits de l'homme. »

Selon Andersson, la procédure à la frontière permise par les directives de l'UE ne serait pas en conflit avec les obligations internationales, mais le gouvernement "pour une raison quelconque" veut procéder par une loi d'exception.

HS

Politique étrangère et européenne

Visite du président Stubb à Bruxelles : la défense nationale et la coopération internationale vont de pair

Le Président de la République, Alexander Stubb, s'est rendu à Bruxelles les 9 et 10 Avril 2024. Au début de la visite de deux jours, le président Stubb a rencontré le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, le vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, et le Premier ministre belge, Alexander De Croo. Mardi 9 avril. La sécurité européenne, le soutien à l'Ukraine et la situation au Moyen-Orient ont été discutés lors des réunions.

Mercredi 10 avril, le président Stubb a rencontré le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. La discussion a porté sur des sujets tels que la situation en Ukraine et le prochain sommet de l'OTAN à Washington. Le président Stubb a également rencontré la présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, et le président du Conseil européen, Charles Michel. Le programme comprenait également une rencontre avec Jutta Urpilainen, la commissaire responsable des partenariats internationaux de l'UE.

Mercredi après-midi, le président Stubb a parlé de la nouvelle ère de la défense lors de la discussion du groupe de réflexion des Amis de l'Europe.

Stubb a déclaré qu'outre le soutien direct à l'Ukraine, nous devons veiller à moderniser nos propres forces de défense.

Selon Stubb, la Finlande est en train de changer sa façon de penser. Elle passe d'une défense reposant sur une capacité de défense crédible et indépendante à une défense renforcée dans le cadre de l'alliance. "Mon message à notre administration de la défense est clair : la défense nationale et la coopération internationale vont de pair. Ce n'est pas « l'un ou l'autre » mais « les deux ensemble »."

Stubb estime que la Finlande est au cœur de l'OTAN. "Géographiquement, nous sommes à la périphérie de l'alliance, nous devons donc rechercher à nous imposer au cœur de son noyau institutionnel", a déclaré le président. "Nous sommes un pilier important dans la défense de l'Europe du Nord-Est."

Selon le président Stubb, l'UE et l'OTAN sont les deux faces d'une même pièce. L'Union devrait utiliser ses propres instruments – par exemple le commerce, la politique commerciale et la monnaie – conjointement et en soutien aux instruments de politique de sécurité et de défense.

Tpk

Lire le discours (en anglais) prononcé par le président Stubb à Bruxelles

<https://www.presidentti.fi/tasavallan-presidentti-alexander-stubbin-puhe-brysselissa-10-4-2024-englanniksi/>

Selon Stubb, la Finlande part de l'idée que la Russie aura toujours un dirigeant autoritaire jusqu'en 2030

Le président de la République, Alexander Stubb, affirme dans une interview accordée au Financial Times que le président russe Vladimir Poutine est actuellement très confiant en lui.

Selon Stubb, Poutine et la Russie disposent désormais d'une « fenêtre d'opportunité » dans leur guerre d'agression en Ukraine. La Russie entend briser la ligne de défense de l'Ukraine d'ici début septembre, affirme Stubb.

Stubb lance désormais un appel pour soutenir l'Ukraine. Il affirme que le soutien à l'Ukraine dans les mois à venir est d'une importance capitale, précisément parce que la Russie sait que la possibilité d'une attaque existe jusqu'à fin août ou début septembre. Précédemment sur CNN, Stubb avait appelé le Congrès américain à approuver un programme d'aide de 60 milliards de dollars pour l'Ukraine.

Stubb parle également au FT du scénario de la Finlande concernant la Russie. Selon Stubb, le scénario de base de la Finlande est que d'ici 2030, la Russie aura toujours un dirigeant autoritaire et que le pays aura reconstruit son armée à peu près au même niveau qu'avant la guerre d'agression en Ukraine.

Uusisuomi

Lire l'article du FT :

<https://www.ft.com/content/1d20fb4a-ff6b-41b5-9d2e-73414dc57882?s=09>

Selon Stubb, l'Ukraine ne sera pas invitée dès l'été prochain à rejoindre l'OTAN

L'Ukraine a déjà demandé son adhésion à l'OTAN en octobre 2022. Stubb doute toutefois que les pays de l'OTAN soient prêts à lancer une invitation au sommet de l'OTAN en juillet à Washington. Selon lui, quelques Etats membres s'opposent à la présentation de l'invitation. Selon Stubb, il existe également des raisons pratiques pour ne pas encore envoyer d'invitation. "Lorsque l'invitation vient de l'OTAN, les négociations sont conclues très rapidement. Or, nous pouvons être sûrs que cette guerre ne prendra pas fin dans quelques semaines. »

Il dit en avoir parlé avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky la semaine dernière lors de sa visite à Kiev. "Zelenskyi a également déclaré lui-même qu'il comprenait que l'Ukraine ne deviendrait pas membre de l'OTAN tant que la guerre ne serait pas terminée."

"Alors, avec quel calendrier et comment cela se passera-t-il, il n'y a pas encore de réponses."

Stubb ne veut pas dire publiquement quand l'invitation à l'Ukraine pourrait être envoyée même si la Finlande elle-même soutient l'adhésion de l'Ukraine. "Il ne faut pas oublier que la Finlande est membre de l'OTAN depuis un an. Je ne pense pas qu'il soit approprié que nous commencions à proposer des dates pour l'adhésion de l'Ukraine."

Selon Stubb, Stoltenberg prépare actuellement un « paquet crédible pour l'Ukraine » pour le sommet de Washington, qui montre l'engagement à long terme de l'OTAN à soutenir l'Ukraine.

"Si Washington n'invite pas l'Ukraine à devenir membre de l'OTAN, alors il doit y avoir autre chose. Il y a eu une discussion entre les alliés sur ce que pourraient être ces éléments. »

Stoltenberg a proposé la création d'un fonds de 100 milliards de dollars en collaboration avec l'OTAN. Stubb affirme que la Finlande ne rejette pas cette idée, même si le « rôle de trésorier » n'est pas typique de l'OTAN. Il soutient plutôt le renforcement du rôle de l'OTAN dans la coordination de l'aide à l'Ukraine.

"L'OTAN ne devrait-elle pas assurer davantage de coordination logistique et opérationnelle en ce qui concerne le type de matériel envoyé en Ukraine et comment ? Ce serait peut-être une bonne façon d'agir, car cela serait plus ouvert et nous pourrions voir ce que font les alliés pour l'Ukraine. Maintenant, nous avons beaucoup de promesses qui, parfois, ne seront pas tenues. »

HS

Selon le Président Stubb, aucune décision n'a été prise concernant l'emplacement du sous-état-major de l'OTAN à Mikkeli - L'objectif de la Finlande reste de disposer d'un sous-état-major des forces terrestres de l'OTAN et que les pays nordiques soient sous le commandement de Norfolk

Le président de la République, Alexander Stubb, s'est entretenu mercredi à Bruxelles avec des journalistes finlandais.

Stubb dit que la Finlande cherche à ce que l'OTAN place le sous-état-major des forces terrestres en Finlande. Dans le même temps, la Finlande souhaite que tous les pays nordiques soient subordonnés à l'état-major de l'OTAN à Norfolk.

« Et lorsque du matériel de guerre américain est placé sur le sol finlandais, cela renforce la défense finlandaise », a estimé Stubb.

Stubb souligne qu'aucune décision n'a été prise à ce sujet. Des décisions peuvent être attendues dans les semaines ou mois à venir. La décision finale serait prise lors du sommet de l'OTAN à Washington en juillet.

Selon lui, la décision de l'OTAN quant à l'emplacement d'un sous-état-major est une décision purement militaire et non politique ou régionale. La Finlande travaille avec ses alliés pour trouver la meilleure solution, a déclaré Stubb. "Je ne veux pas mettre la charrue avant les bœufs", a déclaré Stubb.

Selon Stoltenberg, l'OTAN a une attitude positive à l'égard du fait que la Finlande a proposé d'avoir sur son territoire un sous-état-major des forces terrestres de l'OTAN. "Mais aucune décision n'a encore été prise. Une décision sera prise dans les semaines ou les mois à venir", a-t-il ajouté.

Stubb a toutefois rappelé qu'avec l'adhésion de la Finlande à l'OTAN, la frontière de l'alliance avec la Russie avait doublé. Selon lui, établir un sous-état-major des forces terrestres à proximité de cette frontière pourrait être utile.

Lors de la rencontre entre Stubb et Stoltenberg, le soutien à l'Ukraine a été au cœur des discussions.

Stubb a souligné que le programme d'aide de la Finlande à la défense de l'Ukraine contenait spécifiquement des armes anti-aériennes et des munitions lourdes.

Stubb a déclaré que la Finlande continue de soutenir l'ancien Premier ministre néerlandais Mark Rutte comme prochain secrétaire général de l'OTAN. « Une nette majorité des pays membres de l'OTAN sont favorables à Rutte », souligne Stubb.

HS Yle

Selon le Commandant des forces armées Janne Jaakkola, la Finlande envisage la présence permanente de forces de l'OTAN sur son territoire

Janne Jaakkola, commandant des forces armées, a pris ses fonctions début avril. L'environnement de sécurité européen est tendu mais « il n'y a pas de menace militaire immédiate contre la Finlande », dit Jaakkola.

L'évolution de la situation dépend en grande partie de la guerre en Ukraine.

« A ce stade, personne ne peut dire quelle sera l'issue de la guerre. Mais lorsqu'elle prendra fin, la Russie commencera à reconstruire ses capacités militaires. Bien entendu, nous surveillerons de près la manière dont cela se reflétera dans notre direction ».

Jaakkola évalue les facteurs clés qui peuvent affecter le cours de la guerre.

Ce qui est essentiel pour le succès futur de la Russie, c'est le type de soutien que le pays recevra, par exemple, de la Chine, de l'Iran et de la Corée du Nord. Le succès de l'Ukraine, en revanche, dépend du soutien que l'Occident lui apportera.

La Finlande se distingue des autres pays de la bordure orientale de l'OTAN : c'est le seul pays qui ne dispose pas de troupes permanentes d'autres pays de l'OTAN. Jusqu'à présent, la Finlande n'a pas non plus demandé la présence permanente de troupes étrangères.

Des plans sont actuellement en cours d'élaboration sur la manière dont l'OTAN organisera sa structure de commandement et sur la manière dont les forces alliées pourraient éventuellement opérer en Finlande.

Dans ce contexte, nous étudions la possibilité d'accueillir en Finlande des troupes d'autres pays de l'OTAN. « Nous n'avons pas de décision à ce sujet, mais nous envisageons différentes options:

s'agit-il d'une activité de formation prolongée, avec un modèle de rotation, ou d'un autre type d'activité », réfléchit Jaakkola.

Jaakkola rappelle que la Finlande dispose de forces armées relativement fortes et qu'elle n'a pas besoin de troupes dans l'immédiat. Mais cela n'a pas été exclu. « Bien sûr. Dans une éventuelle situation de crise, des renforts seront nécessaires et recherchés pour nous aider, qu'il s'agisse de troupes ou de capacités ».

La structure de commandement et la manière dont l'OTAN se prépare à opérer dans le nord sont liées à la réflexion.

À quelle vitesse les alliés viendraient-ils à la rescousse ?

Au sein de l'OTAN, les alliés sont protégés par un engagement de défense commune si l'un des États est attaqué.

Cependant, l'appartenance à l'alliance ne change rien au fait que sa propre défense doit être solide. Jaakkola affirme que la défense nationale est centrale aujourd'hui et à l'avenir.

La rapidité avec laquelle des troupes ou toute autre aide arriveraient dans une situation réelle dépend de la prise de décision politique. « On ne peut pas dire combien de temps cela prendrait et donc, à l'avenir aussi il faudra conserver la capacité de commencer à se défendre au niveau national et compter ultérieurement sur l'aide des alliés ».

La Finlande est membre de l'OTAN depuis plus d'un an et est en train de bâtir sa propre image de membre de l'alliance. Selon Jaakkola, la Finlande ne se repliera pas sur elle-même, même si l'accent est mis sur sa propre défense, en partie pour des raisons historiques. « Notre système actuel est optimisé pour la défense nationale [du territoire]. Maintenant, nous coordonnons ce système pour agir pour une défense commune et cela prendra du temps ».

Le premier navire finlandais est parti pour les missions de lutte contre les mines de l'OTAN dans la mer Baltique, et l'armée de l'air se prépare à surveiller l'espace aérien de la Roumanie.

Jusqu'à présent, aucun soldat de l'armée de terre n'est prévu effectuer de missions dites en temps de paix. « Le fait que les pays de la ligne de front échangent des troupes à plus grande échelle, du moins dans un avenir proche, ne serait pas d'actualité », estime Jaakkola.

La Finlande participe aux opérations de gestion de crise dirigées par l'OTAN au Kosovo et en Irak. Dans le cadre de la planification de défense de l'OTAN, les forces armées finlandaises affecteront également à l'OTAN des forces terrestres qui pourraient être utilisées en dehors de la Finlande. Cependant, leur constitution prendra du temps.

Dans le même temps, la Finlande développe sa capacité de défense. Après les nouveaux chasseurs et navires de la marine, les forces de défense espèrent obtenir de l'argent pour équiper les forces terrestres. « De précieux enseignements peuvent être tirés de l'Ukraine sur le matériel et son utilisation. Forcément, on ne peut pas directement utiliser tout tel quel, mais on peut en tirer de l'expérience, par exemple pour d'éventuelles acquisitions futures ».

Yle

Réunion des ministres des affaires étrangères nordiques et baltes

Les pays nordiques et baltes créent un groupe d'experts pour aider l'Ukraine à devenir membre de l'UE

Des réunions ministérielles conjointes des pays nordiques et baltes ont lieu depuis les années 1990, c'est-à-dire depuis l'éclatement de l'Union soviétique, mais cette réunion des ministres des Affaires étrangères à Visby a été historique : pour la première fois les huit pays appartiennent à l'OTAN, les derniers entrés étant la Finlande et la Suède.

La question du soutien à l'Ukraine a dominé l'ordre du jour de la réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères. Le message des huit pays était le même que celui de la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen : « Le soutien de tous nos pays à l'Ukraine est très solide. Quelques-uns, comme la Finlande, ont pris un engagement de sécurité à plus long terme envers l'Ukraine. Mais nous sommes tous d'accord sur le fait que la situation est critique. C'est pourquoi nous devons fournir toute l'aide matérielle de défense possible une fois pour toutes à l'Ukraine ».

À l'initiative du ministre suédois des Affaires étrangères Tobias Billström, les pays mettent désormais en place un groupe d'experts de haut niveau dont la mission est d'aider l'Ukraine à devenir membre de l'UE. Pour la Suède ce serait l'ex-commissaire Cecilia Malmström.

Yle

Interview d'Elina Valtonen

Dans une interview accordée à *Lännen Media*, la ministre des affaires étrangères, Elina Valtonen, déclare que notre propre défense et celle de nos pays voisins sont plus solides que jamais.

Comment l'OTAN modifiera la coopération de défense entre la Finlande et la Suède ?

« Dans le meilleur des cas, l'OTAN ne sera jamais partie à un conflit. C'est pourquoi nous renforçons la dissuasion afin que cela ne se produise pas. Jusqu'à présent, l'article 5 a très fortement découragé toute menace réelle, en particulier militaire, contre l'Alliance. Les agendas militaires et civils sont liés. La capacité à travailler ensemble à tous les niveaux possibles contribuera également à créer une dissuasion militaire. Nous avons de nombreux formats. Il y a bien sûr la coopération bilatérale avec les pays nordiques, et la Suède en particulier est notre partenaire le plus important. »

« L'article 5 est le cœur de l'OTAN. Si l'un de nos pays était aujourd'hui attaqué militairement par la Russie, un voisin se porterait à sa défense. »

Si l'article 5 est activé, la Finlande enverra-t-elle ses troupes pour soutenir l'Estonie ?

« L'article 5 est en fin de compte un engagement politique. En tout état de cause, si l'article 5 est activé, il s'agira d'un nouveau point de réflexion sur ce qui se passera réellement. Mais nous avons des plans en place et nous les avons répétés. Bien entendu, même si nous ne faisons pas partie de l'OTAN, il m'est très difficile d'imaginer une situation de conflit militaire dans les pays baltes où la Finlande n'interviendrait pas, directement ou indirectement. Dans le cadre de l'OTAN, il s'agit d'une question qui relève de l'alliance et non d'un pays en particulier. L'essentiel est d'examiner la nature de la menace, les réactions, les capacités nécessaires et le plan qui les sous-tend. »

Faisons-nous partie d'un nouveau groupe de pays sur ou près de la ligne de front avec la Russie ?

« Il n'existe pas de groupes de pays dans le domaine de la défense, ou plus largement dans les affaires européennes, et il ne devrait pas y en avoir. L'UE a un caractère différent ».

Dans quelle mesure les pays nordiques sont-ils unis au sein de l'UE et de l'OTAN ?

« Il est clair que les pays nordiques constituent notre principal cadre de référence. Néanmoins, il est bon de fonder son influence auprès de l'UE sur la connaissance des personnes susceptibles d'être d'accord avec nous et sur ce qui peut être fait ensemble ».

Faut-il abandonner le principe de l'unanimité dans le processus décisionnel de l'UE, y compris en matière de politique de sécurité ?

« La Finlande a une position forte. Nous sommes favorables à un vote à la majorité qualifiée sur les questions de politique étrangère et de sécurité, telles que les sanctions ».

Le mois dernier, le président français Emmanuel Macron a pris l'initiative d'envoyer des troupes pour soutenir l'Ukraine. Qu'en pensez-vous ?

« Bien entendu, l'initiative a reçu un accueil quelque peu mitigé, et la Finlande ne peut évidemment pas soutenir immédiatement tous ses éléments, tels que le déploiement de troupes. Néanmoins, je pense que c'est une bonne chose que Macron prenne l'initiative de renforcer le soutien à l'Ukraine ».

La France a accordé moins de soutien financier à l'Ukraine que la Finlande. D'aucuns pourraient considérer l'initiative de Macron comme délibérément irréaliste ?

« Notre réponse est que ce n'est pas le moment d'envoyer des troupes. Nous devons envoyer tout le matériel de défense que nous pouvons, quel que soit le pays de fabrication, et en particulier des munitions, dès maintenant. Mais nous sommes ouverts à toute évolution future et à tout besoin éventuel d'assistance.

L'UE aura bientôt un nouveau Parlement et une nouvelle Commission. Notre estime de soi est-elle plus forte qu'auparavant ?

« La position de la Finlande est forte, mais ce que nous faisons a beaucoup d'importance. L'influence dans l'UE a fait l'objet d'une attention particulière, et le programme du gouvernement contient de bonnes et importantes initiatives à ce sujet.

Le fait que votre parti occupe toutes les positions clés dans la politique étrangère a également été critiqué. Est-ce nécessaire ?

« Voyons voir, les résultats parlent d'eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, la Finlande est très écoutée sur ces questions de politique étrangère et de sécurité, et il s'agit maintenant de savoir comment utiliser ces postes à notre avantage ».

Un commissaire à la défense est prévu pour la prochaine Commission et on parle d'un Polonais pour l'occuper. S'agirait-il d'un bon portefeuille de commissaire pour un Finlandais ?

« Un commissaire finlandais serait certainement bien placé pour cela. Je suis sûr qu'un Finlandais serait bon pour d'autres portefeuilles également. Cependant, il n'est pas toujours nécessaire d'être finlandais pour représenter nos intérêts sur place. On a parfois des gens qui viennent d'origine très différente et qui pensent comme nous ».

TS/16, 7/4/2024

<https://www.ts.fi/teemat/6290209>

Politique européenne

Le débat sur un nouveau fonds commun européen s'intensifie

Les partis au pouvoir et le centre s'opposent aux instruments financiers communs au niveau européen pour soutenir les investissements. Les Verts, le PSD et l'Alliance des gauches se mobilisent en revanche pour soutenir cette solution.

Selon le parlementaire européen Ville Niinistö (verts), le gouvernement finlandais perd une sacrée occasion s'il insiste obstinément sur le fait qu'aucun instrument de financement des investissements à l'échelle européenne ne devrait être autorisé.

La Commission européenne, qui limitait auparavant strictement les subventions accordées par les États à leurs propres entreprises, a autorisé les États membres à les distribuer de manière plus souple qu'auparavant. Les grands pays, en particulier, soutiennent leurs propres entreprises avec des milliards de subventions publiques. En tant que petit pays, il est difficile pour la Finlande de rivaliser avec les milliards de subventions des grands pays.

La Finlande s'est traditionnellement opposée aux aides d'État et aux instruments financiers au niveau de l'UE. À mesure que la situation évolue, un débat commence également à avoir lieu en Finlande sur la question de savoir si la Finlande devrait modifier sa politique.

Selon Ville Niinistö, la Finlande pourrait être confrontée à une situation dans laquelle elle devra soit choisir un fonds basé sur un endettement commun de l'UE, soit accepter le fait que les subventions publiques qui détruisent le marché intérieur de l'UE continuent.

Selon Niinistö, le maintien des subventions publiques serait la pire solution pour l'industrie finlandaise.

En Finlande, le gouvernement a souligné dans ses objectifs clés de l'UE qu'il adoptait une vision critique de la création de nouveaux instruments financiers au niveau de l'UE financés par des emprunts de l'UE, tels que l'instrument de relance.

Ville Niinistö soutient le soutien aux investissements par le biais d'un fonds européen commun ou d'un autre dispositif similaire, par exemple des mesures fiscales.

Selon Niinistö, la Finlande ne pourra pas influencer le futur modèle si elle ne propose rien elle-même mais se concentre sur l'opposition à tout nouvel instrument. Niinistö est convaincu que les grands pays ne cesseront pas de distribuer des subventions publiques à moins qu'un accord sur une solution de remplacement ne soit trouvé par l'UE.

"La question n'est plus celle de la concurrence au sein de l'Europe entre l'Allemagne, la France ou l'Italie, mais de savoir si l'Europe doit être capable de rivaliser avec les États-Unis et la Chine. C'est à ce niveau-là que nous devons également chercher des solutions et ne pas nous opposer à tout", déclare Niinistö. "Nous ne pouvons pas avoir 27 politiques industrielles différentes lorsque nous sommes en concurrence avec les États-Unis et la Chine."

Les partis au gouvernement en Finlande s'opposent au fonds, tout comme le parti du Centre.

Katri Kulmuni, candidate du centre aux élections européennes, a déclaré que la position de la Finlande sur les nouveaux instruments financiers ne devrait pas être seulement critique, mais plutôt négative.

Mais des partisans ont également commencé à apparaître. Outre Ville Niinistö, le président du PSD, Antti Lindtman, a également soutenu un fonds commun, de même que Li Andersson, candidate de l'alliance des gauches aux élections européennes.

Lindtman et Andersson sont tous deux favorables au financement d'un tel fonds commun avec les propres sources de revenus de l'UE et non par des emprunts communs. Ces sources de revenus pourraient être diverses taxes à l'échelle de l'UE ou, alternativement, les revenus des échanges de droits d'émission, qui restent désormais à la disposition des États membres.

La Confédération finlandaise du commerce et de l'industrie EK a également proposé que la Finlande commence à explorer un instrument de financement des investissements au niveau de l'UE grâce auquel les meilleurs projets stratégiquement importants seraient financés.

HS

Billet

Le débat sur la dette commune s'intensifie, le gouvernement va-t-il changer de position comme EK ?

Mardi, deux dirigeants européens ont également réclamé de nouveaux fonds européens. Josep Borrell, chef de la politique étrangère, et le commissaire à l'économie, Paolo Gentiloni.

Le son de cloche a commencé à changer en Finlande aussi. Il y a quelques années encore, EK qui y était clairement opposé a changé de ligne.

La raison en est la concurrence pour les aides d'État. Au lieu de cela, EK propose de créer un nouveau fonds pouvant atteindre 500 milliards pour les projets de transition verte et numérique et de défense. EK souhaite que l'argent soit distribué en fonction du mérite et non en fonction de la taille des États. EK justifie son changement de politique en affirmant qu'il fallait choisir entre deux mauvaises alternatives.

L'eurodéputé vert Ville Niinistö dit la même chose : la Finlande doit choisir entre une dette commune ou bien des subventions publiques plus souples. La Finlande peut difficilement s'opposer aux deux.

Choisir entre ces deux est tout à fait réaliste. Malgré le consensus recherché durant les sommets, la Finlande ne peut s'opposer à tout que dans une mesure limitée. Le résultat final est toujours un compromis.

Une autre question est de savoir s'il est réaliste que les nouveaux fonds européens soient distribués sur la base du mérite. Habituellement, par exemple, dans le budget de l'UE, l'argent est distribué de manière à ce que les pays les plus pauvres de l'UE obtiennent le plus et les plus riches relativement moins. Il existe des exceptions même au sein du budget, comme le programme Horizon qui finance la recherche.

D'un autre côté, les besoins d'investissement existent aussi bien dans les pays riches que dans les pays plus pauvres de l'UE. Si le gouvernement finlandais choisissait la ligne d'EK et commençait très tôt à définir ses objectifs à partir du nouveau fonds avec de nouveaux critères et à construire des coalitions avec d'autres pays, il serait peut-être possible de faire passer ces objectifs.

Cependant, le débat politique finlandais sur le sujet est endormi. Orpo l'a répété lors du débat parlementaire la semaine dernière : le gouvernement n'est pas favorable à l'endettement commun, car la Finlande est généralement du « côté des créanciers ».

Il faudrait beaucoup de temps aux partis de la coalition gouvernementale pour trouver un consensus sur l'approbation du nouveau fonds. Ce n'est qu'après cela que nous commencerions à réfléchir aux principes de distribution.

Il est fort probable que la Finlande s'opposera au fonds basé sur la dette collective jusqu'à la toute fin, c'est-à-dire jusqu'au sommet décisif. Ensuite commencera le lobbying sur le contenu, mais la marge de manœuvre est certainement plus réduite à ce stade, lorsque le capital politique de la Finlande aura été utilisé pour s'y opposer.

Cependant, de nouveaux fonds européens sont nécessaires – Orpo l'a également exprimé. L'alternative consiste à puiser dans le budget actuel de l'UE, ce qui signifierait des réductions, par exemple, des subventions agricoles, des subventions régionales et de la recherche.

Une autre option consiste à augmenter les cotisations des Etats à l'UE, directement prélevées sur les budgets nationaux des pays membres. La troisième voie consiste à étendre le droit de l'UE à taxer ou à diriger vers l'UE les paiements collectés par les États membres.

La quatrième voie est une nouvelle dette collective, similaire au plan de relance, auquel cas le contrôle s'effectue par le biais des processus européens. Des dettes communes peuvent également être contractées entre gouvernements, comme en témoigne le fonds EVM créé pour les pays de la zone euro pendant la crise de la zone euro. Mais dans ce cas, le Parlement européen n'aurait rien à dire sur le contenu et les principes de la distribution de l'argent.

Le résultat probable sera une combinaison de tout cela, comme c'est l'habitude dans l'UE. Ce qui est sûr, cependant, c'est que la question devra être tranchée par le gouvernement finlandais.

Aujourd'hui serait le bon moment pour avoir un débat public, car après les élections européennes de juin la question commencera probablement à être débattue lors du sommet de la Saint-Jean. Sinon la Finlande sera à nouveau prise au dépourvu par une question européenne.

KL

Education

La ministre de l'Éducation Henriksson participe à l'événement Global Gateway de la Commission européenne sur l'éducation à Bruxelles : la Finlande veut être un partenaire solide dans les questions internationales sur l'éducation

Le 11 avril 2024, la ministre de l'Éducation Anna-Maja Henriksson participe à Bruxelles à un événement de haut niveau organisé par la Belgique et portant sur le rôle de l'UE dans la résolution du problème de l'apprentissage au niveau international. Le ministre rencontrera également bilatéralement les pays partenaires et les bailleurs de fonds internationaux de l'éducation.

L'événement examine le travail de l'UE en matière de coopération au développement liée à l'éducation. La ministre remercie la Commission européenne d'avoir augmenté son financement pour l'éducation sous la direction de Jutta Urpilainen, la commissaire chargée des partenariats internationaux. Ensemble, l'UE et ses États membres constituent le principal fournisseur d'aide internationale dans le domaine de l'éducation.

Lors de l'événement, le ministre participera à un panel examinant les questions d'enseignement et mettra en lumière les expériences finlandaises en matière de développement de la formation des enseignants.

La ministre est particulièrement heureuse que la Finlande travaille avec la France, la Belgique, l'UNESCO et l'Union africaine en tant que partenaire du projet phare régional *Team Europe* en Afrique, qui renforce la capacité des pays partenaires africains en matière de planification politique liée à l'enseignement et à la formation des enseignants. Les enseignants sont au centre de la qualité de l'éducation.

La Finlande est également partenaire d'un autre projet *Team Europe*, qui développe l'orientation vers la vie professionnelle de l'enseignement professionnel dans les pays africains. Le maître d'œuvre du projet en Finlande est la direction de l'enseignement (Opetushallitus). La directrice générale Minna Kelhä participera à la cérémonie de signature des projets organisés lors de l'événement.

Dans le cadre de l'événement, la ministre aura également une discussion bilatérale avec la ministre somalienne de l'Éducation, Farah Sheikh Abdulqadir, Laura Frigent, directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), et Kitty van der Heijde, directrice adjointe des partenariats de l'UNICEF.

Vn

Parlement

L'opposition dépose une motion de censure sur les fermetures d'hôpitaux

Les cinq partis d'opposition déposent une motion de censure commune sur les fermetures d'hôpitaux. La motion de censure sera présentée au Parlement jeudi lors d'une conférence de presse.

La réforme du réseau hospitalier devrait permettre d'économiser 100 millions d'euros. Un groupe de travail mis en place par le ministère des affaires sociales et de la santé a proposé de diminuer le réseau des hôpitaux et des services d'urgence et de réduire l'éventail des services offerts par les hôpitaux.

La semaine dernière, la ministre des affaires sociales et de la santé, *Kaisa Juuso* (Vrais Finlandais), a assuré au Parlement, lors de la séance des questions orales, qu'aucun hôpital ne serait fermé, mais que le réseau des services de santé devait être rendu plus efficace.

Yle

<https://yle.fi/a/74-20008814/64-3-221256>

Gouvernement

Un conflit ouvert sur les retraites a éclaté entre Orpo et Purra

Le bras de fer sur les pensions de retraites au sein du gouvernement semble s'être transformé en conflit ouvert. Le Premier ministre *Petteri Orpo* (Coalition nationale) rejette dans *Ilta-Sanomat* les demandes de revoir l'indexation des pensions de retraite, qui ont été soulevées de temps à autre au sein du ministère des finances.

Orpo affirme que toucher à l'indexation constituerait une ingérence dans le système des retraites, qui fait actuellement l'objet d'une réforme dans le cadre d'un accord tripartite et qui devrait avoir un effet positif d'un milliard d'euros pour les finances publiques.

La vice-Première ministre et ministre des Finances *Riikka Purra* (Vrais Finlandais) a souligné dans *Helsingin Sanomat* qu'il est peu probable que le gouvernement atteigne son objectif d'équilibrer les finances publiques sans s'attaquer aux pensions de retraite. Elle n'a pas mis l'accent sur aucune mesure spécifique pour toucher aux retraite (fiscalité, désindexation...).

Malgré tout ce bruit, il semblerait que les pensions de retraite soient reléguées au second plan, le gouvernement cherchant des autres moyens rapides d'équilibrer les finances publiques.

US

<https://www.uusisuomi.fi/uutiset/orpon-ja-purran-valille-puhkesi-avoin-tappelu-raippaverostakin-jaisi-vain-luu-kateen/b8bf7a7b-f8f9-4e17-b8b9-2063bcc8d28>

Economie

A qui vont les aides publiques aux entreprises distribuées chaque année?

Yle rend compte des principaux bénéficiaires des aides publiques aux entreprises, parmi lesquels il y a des groupes industriels, des armateurs et – des activités hippiques.

Heli Koski, chercheuse à l'institut de recherche économique ETLA encourage le gouvernement à supprimer une partie des aides et surtout les orienter vers les nouvelles innovations et la diminution des émissions.

L'année dernière, c'est l'armateur Viking Line qui a obtenu le plus d'aides, plus de 20 millions d'euros, suivi du groupe forestier UPM-Kymmene et du groupe d'acier Outokumpu.

Vermon Ravirata, hippodrome, a obtenu plus de 6 millions d'euros, et au niveau national, les aides aux courses hippiques s'élèvent à 40 millions d'euros.

Koski regrette le système qui permet aux mêmes entreprises d'obtenir toujours de nouvelles aides. Elle souhaite que les aides qui ralentissent le renouvellement du parc d'entreprises ou qui augmentent les émissions de CO2 puissent être supprimées.

Au total, les aides aux entreprises représentent une dépense d'environ deux milliards d'euros par an.

Seppo Kari, chercheur à l'institut national de recherche économique VATT, serait favorable à la révision de ces aides. Le ministère des Finances a estimé dans son rapport, il y a un an, qu'il faudrait revoir notamment les aides en matière d'électrification de l'industrie qui utilise beaucoup d'énergie et celles destinées à la flotte commerciale.

Yle

Une nouvelle usine de Metsä Group envisagée à Rauma

L'entreprise forestière *Metsä Group* a de grands projets pour Rauma. Elle prévoit d'investir jusqu'à plusieurs centaines de millions d'euros dans une future usine de fibres de bois. Le nombre total d'emplois pourrait être d'environ 200. La décision finale sur l'investissement sera prise l'année prochaine.

Les emballages à base de bois fabriqués à partir de matières premières renouvelables seront produits à Rauma. Les emballages conviennent par exemple pour les plateaux à emporter, les boîtes à baies, les plateaux d'emballage ou les emballages composites.

« Dans la première phase, l'investissement s'élèverait à environ 100 millions d'euros, et à l'avenir à plusieurs centaines de millions », déclare *Jarkko Tuominen*, vice-président exécutif du projet. L'avant-projet devrait être achevé au début de l'année 2025. Selon Tuominen, l'usine pourrait commencer à fonctionner en 2027.

TS/9

<https://www.ts.fi/uutiset/6295542>

Interview de Michael Schöllhorn, PDG d'Airbus Defence and Space

Michael Schöllhorn, PDG d'*Airbus Defence and Space* a confiance dans le fait que le nouveau statut de la Finlande en tant que membre de l'OTAN suscite l'intérêt des entreprises de défense. Schöllhorn s'est rendu à Helsinki jeudi et vendredi (4-5 avril) pour rencontrer l'administration de la défense et les politiciens sur le terrain. Schöllhorn déclare poliment qu'il est en Finlande pour apprendre comment la Finlande fonctionne après un an d'adhésion à l'OTAN. À plus long terme, l'objectif est d'approfondir les bonnes relations commerciales.

Selon Schöllhorn, l'achat de chasseurs *F-35* par la Finlande absorbera une part importante du budget de la défense du pays au cours des prochaines années. Mais d'ici trois à quatre ans, il pourrait bien y avoir une demande pour des avions et des solutions militaires d'Airbus, par exemple.

L'approfondissement de la coopération nordique avec l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN constitue un domaine d'intérêt naturel. Les pays nordiques disposent au total de 250 avions de combat. Ils pourraient avoir besoin d'avions de ravitaillement en vol. Airbus disposerait d'un avion *A330MRTT* pour le transport de troupes et le ravitaillement en vol.

D'autres cibles commerciales dans le futur pourraient inclure les drones, qu'Airbus développe également depuis des décennies. Des autres domaines de coopération du futur pourraient aller de la gestion des satellites à la cybersécurité et aux réseaux d'information nationaux.

HS/A30-31

Défense

L'armée de terre a présenté son nouveau radar israélien de reconnaissance des projectiles d'artillerie et ses obusiers coréens

Helsingin Sanomat rend compte de la démonstration du régiment d'artillerie de Karjala sur un nouveau radar anti-artillerie ELM-2311 Compact Multi Mission Radar que les forces armées ont acheté à Israël. Les radars font partie de l'ensemble du système d'artillerie qui comprend également des obusiers howitzer récemment acquis en Corée du Sud, des lance-roquettes et du matériel de tir extrêmement précis.

La décision sur l'acquisition de radars israéliens a été prise en janvier 2019. L'achat a été marqué par une grande confidentialité, ni le nombre ni le prix des radars n'a été communiqué, ni les noms des autres fabricants ayant participé à l'appel d'offres. Le fabricant choisi est Elta Systems, filiale d'IAI qui a fabriqué les nouveaux missiles anti-navire des forces navales.

Le radar ELM-2311 est muni d'un radar Aesa à antenne active. La capacité de ce radar anti-artillerie est de 40 km pour les munitions d'artillerie, de 70 km pour celles de lance-roquettes et de 250 km pour les cibles aériennes.

HS indique que ce système de radar est intégré dans les systèmes de défense anti-missile israéliens Iron Dome et David's Sling. Le ministère de la Défense a indiqué, il y a un an, que la Finlande allait acquérir un système anti-missile David's Sling.

HS/A12

Selon Bild, l'Allemagne achèterait bien des centaines de véhicules blindés de Patria

Selon le journal allemand Bild, l'Allemagne achèterait des véhicules blindés 6x6 de Patria, contrairement à ce qu'avait déjà communiqué Bloomberg, lundi, sur un projet d'achat de véhicules Fuchs Evolution de l'allemand Rheinmetall.

Selon Bild, l'Allemagne envisagerait d'acheter 800–1 000 véhicules de Patria. Un contrat serait prévu durant la deuxième semestre de l'année en cours.

Comme la capacité de production de Patria ne suffira pas pour satisfaire les besoins allemands, les allemands DSL Defense Service Logistics et FFG en fabriqueraient une partie aussi.

HS

Retour des combattants finlandais en Ukraine

Keskisuomalainen rend compte des traumatismes et problèmes de santé mentale des Finlandais volontaires revenus de l'Ukraine. Selon le ministère des Affaires étrangères, il s'agit d'environ 20 à 30 ex-combattants en Ukraine, mais ce chiffre peut varier. Selon les combattants interviewés, ce chiffre serait plus important en réalité.

Obtenir de l'aide pour les problèmes de santé mentale relève de l'initiative de ces soldats qui ne sont pas considérés comme des anciens combattants et ne relèvent ainsi d'aucune structure prévue.

Les combattants ont surtout recours au soutien par les pairs. L'association bénévole Your Finnish Friends aide les intéressés à trouver des thérapies, un logement, un emploi, par exemple. Certains combattants regrettent ne pas pouvoir mettre leurs expériences à profit pour la défense nationale en Finlande.

KS